

Pauvreté en Europe

Beaucoup de citoyens européens se considèrent comme victimes d'une fatalité et aspirent à plus de protection.

Les hommes politiques paraissent impuissants devant les faits et agissent insuffisamment dans le domaine de la redistribution des richesses (la part croissante de la valeur ajoutée attribuée au capital, celle de plus en plus modeste aux salariés), le maintien de l'emploi et le respect des travailleurs.

Rappelons que le Parlement européen a censuré en 2005 la commission de Bruxelles qui voulait permettre de dépasser la durée légale du travail (48 heures) jusque 65 heures avec le consentement du salarié.

Or, la reprise est incertaine en Europe où la croissance peine à atteindre les 2 % par an.

Les Etats ont tous convenu de la nécessité de réduire les dépenses publiques. La santé et l'éducation émancipatrice sont les principales victimes de la stagnation ou de la réduction des emplois.

L'épargne de précaution freine la consommation, un des moteurs de la croissance, alors que les exportations souffrent de la concurrence des pays émergents. Les multinationales délocalisent ou ferment les centres de production où le travail est le plus coûteux, aggravant le chômage dans les principales puissances européennes qui limitent son indemnisation.

La désindustrialisation, fruit d'une excessive confiance dans l'essor des services accroît la misère dans des régions jadis prospères. L'économie solidaire et sociale, initiative et soutien de scoop de modestes créateurs d'entreprises a du mal à s'imposer.

Les propriétaires de leur logement souffrent moins, mais les classes moyennes jeunes accèdent difficilement au logement convenable en raison de la flambée des prix de l'immobilier.

Les titulaires d'emplois à temps partiel aux faibles rémunérations mal compensées par le RSA, astreints à des horaires irréguliers vivent en grand nombre sous le seuil de pauvreté.

Les dépenses de maladie croissent (pas seulement à cause du vieillissement des populations), la protection sociale rembourse mal, les franchises se multiplient comme les dépassements d'honoraires.

Les services à domicile (aide aux personnes âgées, soutien scolaire, gardes d'enfants) offrent insuffisamment des emplois stables.

Une Europe à vocation sociale pourra-t-elle imposer des règles contraignantes à tous ses membres, dans les domaines de l'orientation des investissements créateurs d'emplois et de la formation des citoyens, de la conversion des chômeurs ?

La fracture sociale entre les couches populaires et moyennes et les hauts revenus insuffisamment frappés par le fisc s'accroît.

Le surendettement dû pour plus de 60 % à des accidents de la vie frappe les ménages les plus modestes (1,5 million en France incapables de payer les loyers, factures d'eau, d'électricité, etc),

La charité publique comme aux USA se substitue aux politiques insuffisantes des états.

L'Etat Providence se détricote, la naissance d'un nouvel état social s'éloigne.

La Grande-Bretagne, sous le premier mandat de Tony Blair, a vu décroître les inégalités de revenus, augmenter le pouvoir d'achat plus que dans les autres pays de l'Union Européenne grâce à la croissance de la productivité et des investissements. Mais la crise a révolu cette époque.

Le temps partiel, plus chez les femmes que chez les hommes, caractérise les régions désindustrialisées.

Le retour de l'intervention de l'Etat avait pourtant permis la hausse des dépenses de santé et d'éducation. Mais la formation d'une main d'œuvre qualifiée restait en retard sur les autres pays de l'Union Européenne et le revenu médian inférieur à ceux de la France, de l'Allemagne et de l'Italie ; le pouvoir d'achat baissa ensuite, l'expérience particulière à un pays avait échoué.

Il faudra se convaincre que la fin de la pauvreté et la réduction des inégalités entre les ménages et entre les sexes passe par la généralisation de l'éducation pour tous, une contribution plus importante des dépenses publiques pour financer la santé, un recul des privatisations, des crédits publics pour le logement, une aide accrue à la création de petites entreprises en leur évitant d'être systématiquement des sous-traitantes, une gestion moins brutale des ressources humaines et surtout la fin de la progression du travail non qualifié surtout chez les employés et les femmes dans les services (grande distribution – hôtellerie restauration).

La création, grâce à l'aide du budget européen (trop faible aujourd'hui, 1 à 1,4 % du PIB), d'entreprises innovantes dans le domaine des technologies permettait de réduire l'insuffisance des offres d'emplois par rapport aux demandes notamment celles des diplômés.

On retiendra que l'origine de la pauvreté réside d'abord dans les faibles salaires. De plus en plus de travailleurs à temps complet, pourvus de connaissances pratiques disposent de bas revenus. Un quart des actifs est pauvre, malgré un emploi stable.

On comprendra la nécessité d'une politique européenne volontariste et concertée, redonnant de l'importance aux institutions publiques (comme le demandent les prix Nobel Krugman et Stiglitz) et accroissant les garanties de sécurité sociale et professionnelles et des revenus de remplacement en cas de chômage et un droit au logement véritablement efficace.

On étudiera aussi les raisons de l'aggravation du niveau de vie des paysans travailleurs.

Le groupe Europe des retraités